



Assemblée générale

Distr. générale
4 avril 2016
Français
Original : anglais

**Conférence de révision de l'Accord aux fins
de l'application des dispositions de la Convention
sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives
à la conservation et à la gestion des stocks de poissons
dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur
qu'à l'extérieur de zones économiques exclusives
(stocks chevauchants) et des stocks de poissons
grands migrants**

New York, 23-27 mai 2016

**Rapport sur la situation du Fonds d'assistance au titre
de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application
des dispositions de la Convention des Nations Unies
sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives
à la conservation et à la gestion des stocks de poissons
dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur
qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks
chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants**

Note du Secrétariat

1. Par sa résolution 58/14, l'Assemblée générale a décidé de créer un fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants, en vue d'aider les États parties en développement à appliquer cet instrument. Conformément à cette résolution, le Fonds est administré conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui tient lieu de bureau d'exécution du Fonds, et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat. Les statuts du Fonds d'assistance disposent qu'en plus d'un rapport annuel sur les activités de celui-ci, un rapport sur les activités qu'il a menées, comprenant un état financier des contributions qui y ont été versées et des prélèvements faits sur ses fonds, doit être présenté à la Conférence de révision visée à l'article 36 de l'Accord.

2. Conformément à cette disposition, le Secrétariat transmet ci-joint le rapport de la FAO sur les activités du Fonds, en date de mars 2016.



Rapport sur la situation du Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants

Mars 2016

I. Introduction

1. En novembre 2003, par sa résolution 58/14, l'Assemblée générale a créé le Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants (Accord sur les stocks de poissons de 1995), en vue d'aider les États parties en développement à appliquer cet instrument. Elle a en outre décidé que le Fonds serait administré conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat. Créé le 19 avril 2005, le Fonds est administré conformément à ses statuts, au Règlement financier de la FAO et aux autres règles applicables.

II. Contributions au Fonds d'assistance

2. L'Organisation des Nations Unies et la FAO ont continué de lancer des appels à contributions en faveur du Fonds d'assistance dans des instances internationales, notamment les sessions de l'Assemblée générale et le Comité des pêches de la FAO, ainsi que sur la page Web du Fonds d'assistance. Un appel à contributions a également été lancé lors des dixième, onzième et douzième consultations officielles des États Parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 (tenues à New York les 7 et 8 avril 2014, 16 et 17 mars 2015 et 22 et 23 mars 2016). Par ailleurs, une lettre commune contenant un appel à contributions, datée du 11 décembre 2014, a été adressée aux représentants permanents et aux missions permanentes d'observation auprès de l'ONU à New York par la Division et la FAO.

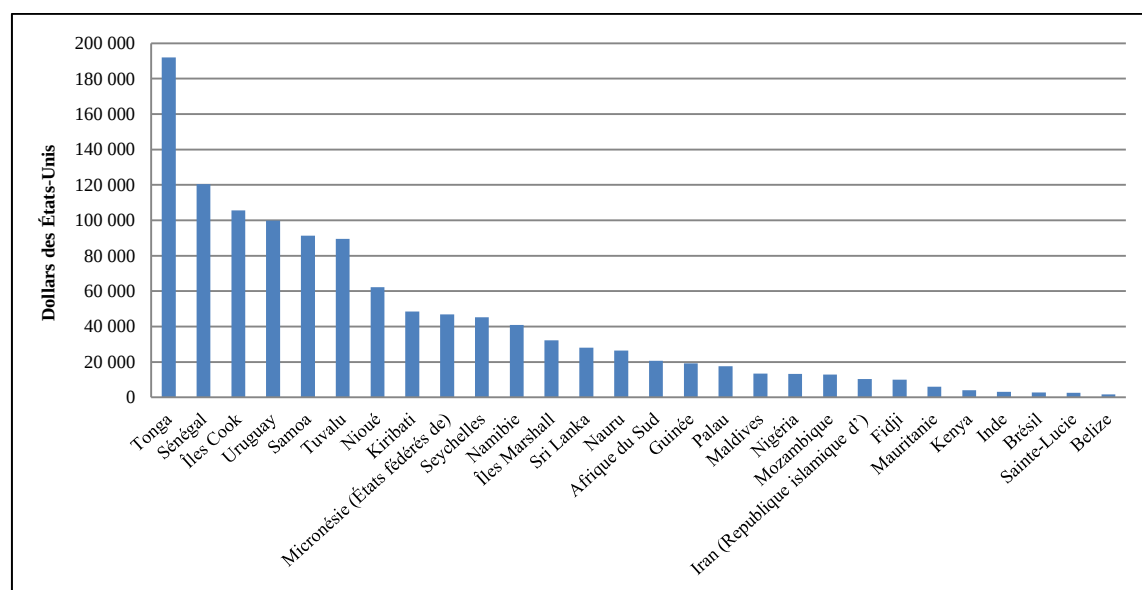
3. Au 31 décembre 2015, les Gouvernements canadien, américain, islandais, libanais, norvégien et néo-zélandais, tous États parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995, avaient versé des contributions au Fonds d'un montant total de 1 667 455 dollars. Le montant de leurs versements au Fonds et les intérêts perçus sont présentés à l'annexe I. Au 31 décembre 2015, un montant total de 1 716 953 dollars avait été reçu par le Fonds. Depuis la reprise de la Conférence de révision de l'Accord en 2010, des contributions s'élevant à 531 800 dollars et 296 798 dollars ont été reçues de la part des Gouvernements australien et norvégien, respectivement.

III. Demandes d'assistance adressées au Fonds et utilisation du Fonds

4. L'Organisation des Nations Unies et la FAO ont fait largement connaître l'existence et l'objet du Fonds, notamment par voie électronique, à l'occasion de rencontres internationales et lors de contacts avec les organismes régionaux des pêches compétents. Toutefois, les États parties ont été informés en octobre 2014 que l'utilisation du Fonds devait être temporairement suspendue, ce dernier étant presque épuisé. Les demandes d'assistance ont été de nouveau acceptées après une reconstitution du Fonds, en avril 2015, le Gouvernement norvégien ayant versé une contribution d'un montant de 200 000 dollars.

5. Au 31 décembre 2015, le montant total des dépenses du Fonds d'assistance était estimé à 1 575 537 dollars. Depuis 2011, le Fonds a servi exclusivement à couvrir des frais liés aux voyages. L'annexe II présente le détail des dépenses engagées par le Fonds au 31 décembre 2014¹, en distinguant les frais administratifs des frais liés aux demandes d'assistance financière et en précisant, pour ces derniers, l'objet de l'assistance financière ainsi accordée, conformément aux paragraphes 21 et 14 des Statuts du Fonds, respectivement. La figure ci-dessous présente la ventilation par État partie des frais de voyage pris en charge pendant la période 2006-2014². Une ventilation par type de dépense (selon les catégories définies à l'article 14 des Statuts du Fonds) est présentée à l'annexe III.

Assistance au titre des voyages, par État partie (2006-2014)



¹ Au moment de la rédaction du présent rapport, le rapport financier pour l'année 2015 était encore en cours de préparation. Le montant total des dépenses pour 2015 est estimé à 83 012 dollars.

² Le Bangladesh a bénéficié du Fonds d'assistance pour la première fois en 2015.

6. Le groupe d'experts, créé au paragraphe 15 des Statuts afin d'examiner les demandes d'assistance et de faire des recommandations quant au montant à accorder dans chaque cas, ne s'est pas réuni depuis la reprise de la Conférence de révision tenue en 2010 car le Fonds n'a servi qu'à couvrir des frais liés aux voyages. Le détail de l'assistance fournie depuis 2009 au titre de protocoles d'accord³ conclus avec la FAO figure à l'annexe IV.

IV. Solde du Fonds d'assistance

7. Au 31 mars 2016, le solde du Fonds d'assistance s'élevait à 107 987 dollars.

³ Un protocole d'accord est un document qui énonce les termes de l'accord conclu entre la FAO et une organisation bénéficiaire quant à la livraison de produits précis qui contribueront à la réalisation d'objectifs spécifiques à travers la prestation de services ou la fourniture d'autres éléments. L'organisation bénéficiaire peut être une organisation gouvernementale, régionale, intergouvernementale ou paraétatique ou toute autre organisation à but non lucratif. Elle doit, dans la mesure du possible, être implantée dans le pays dans lequel les services vont être fournis ou dans lequel les éléments vont être exploités.

Annexe I

Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 : état des contributions au 31 décembre 2015

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateurs</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	Total
États-Unis d'Amérique	200 000	–	–	15 000	–	–	–	–	–	–	–	–	215 000
Islande	–	50 000	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50 000
Norvège	–	98 179	–	–	–	–	96 798	–	–	–	–	200 000	394 977
Canada	–	–	64 230	389 948	–	–	–	–	–	–	–	–	454 178
Liban	–	–	–	–	–	2 000	–	–	–	–	–	–	2 000
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–	–	19 500	–	–	–	–	–	–	19 500
Australie	–	–	–	–	–	–	–	531 800	–	–	–	–	531 800
Total partiel	200 000	148 179	64 230	404 948	–	21 500	96 798	531 800	–	–	–	200 000	1 667 455
Intérêts	–	6 249	14 725	21 567	4 102	1 485	262	189	457	243	63	156	49 498
Total	200 000	154 428	78 955	426 515	4 102	22 985	97 060	531 989	457	243	63	200 156	1 716 953

Annexe II

Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 : état des dépenses au 31 décembre 2014^a

Paragraphe des statuts ^b	Catégorie de dépense	2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		Total des dépenses	
		Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%	Montant (dollars É.-U.)	%
14 a)	Dépenses liées à la participation aux réunions et aux activités des organismes ou arrangements régionaux de gestion des pêches compétents	20 421	31	30 657	52	51 596	35	78 370	18	131 297	63	51 939	85	145 408	75	80 342	48	107 413	72	697 443	47
14 b)	Dépenses liées à la participation aux réunions organisées au sujet des pêcheries de haute mer par des institutions spécialisées, des fonds et des programmes des Nations Unies et d'autres organismes et organisations internationaux et régionaux concernés	45 729	68	3 862	7	59 702	41	74 488	17	30 740	15	5 120	8	40 090	21	62 286	37	29 074	19	351 091	24
14 c)	Négociations en cours et à venir en vue de l'établissement de nouveaux organismes ou arrangements régionaux de gestion des pêches, renégociation des accords fondateurs et renforcement des organismes ou arrangements régionaux de gestion des pêches qui existent déjà	—	—	23 347	10	22 980	16	43 197	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	89 524	6
14 d)	Renforcement de la capacité d'action dans les domaines de l'exercice effectif des responsabilités de l'État du pavillon, l'observation, le contrôle et la surveillance, la collecte de données et la recherche scientifique aux niveaux national et régional	—	—	—	—	8 775	6	47 771	11	—	—	—	—	5 166	3	15 452	9	8 562	6	85 726	6
14 e)	Facilitation des échanges d'informations et de données d'expérience sur l'application de l'Accord	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14 f)	Appui à la mise en valeur des ressources humaines, à la formation technique et à l'assistance technique aux fins de la conservation et de la bonne gestion	—	—	—	—	—	—	182 340	41	37 354	18	—	—	—	—	10 279	6	—	—	229 973	15
14 g)	Règlement des différends	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4 098	3	4 098	—

Paragraphe des statuts ^b	Catégorie de dépense	2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		Total des dépenses	
		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)		Montant (dollars É.-U.)	
		%		%		%		%		%		%		%		%		%		%	
21	Frais administratifs (heures supplémentaires effectuées par le personnel, frais d'assurance et frais liés aux projets pour certains projets)	867	1	1 106	2	2 642	2	14 621	3	8 741	4	4 326	7	2 367	1	—	—	—	—	34 670	2
Total ^c		67 017	100	58 972	100	145 695	100	440 787	100	208 132	100	61 385	100	193 031	100	168 359	100	149 147	100	1 492 525	100

^a Il n'y a pas eu de dépenses en 2004 et 2005.

^b Il s'agit des paragraphes pertinents (14 et 21) des Statuts du Fonds d'assistance créé au titre de la partie VII de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995.

^c Les chiffres ayant été arrondis, le montant total de certains pourcentages peut ne pas être égal à 100 %.

Annexe III

**Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord
sur les stocks de poissons de 1995 : prise en charge
des frais de voyage au 31 décembre 2014**

Allocation par État partie

(En dollars des États-Unis)

Année	Pays	Paragraphe 14 ^a						Total
		a	b	c	d	f	g	
2006	Afrique du Sud	2 868	—	—	—	—	—	2 868
	Fidji	—	3 967	—	—	—	—	3 967
	Guinée	—	6 394	—	—	—	—	6 394
	Îles Marshall	—	4 855	—	—	—	—	4 855
	Maldives	—	3 063	—	—	—	—	3 063
	Maurice	—	6 073	—	—	—	—	6 073
	Namibie	5 580	3 520	—	—	—	—	9 100
	Nioué	8 203	—	—	—	—	—	8 203
	Sainte-Lucie	—	2 553	—	—	—	—	2 553
	Samoa	—	6 300	—	—	—	—	6 300
	Sénégal	—	3 195	—	—	—	—	3 195
	Uruguay	3 769	5 810	—	—	—	—	9 579
Total partiel, 2006		20 421	45 729	—	—	—	—	66 150
2007	Afrique du Sud	4 606	—	—	—	—	—	4 606
	Belize	1 754	—	—	—	—	—	1 754
	Guinée	3 849	—	—	—	—	—	3 849
	Îles Cook	—	—	4 665	—	—	—	4 665
	Îles Marshall	2 963	—	—	—	—	—	2 963
	Micronésie (États fédérés de)	—	—	12 058	—	—	—	12 058
	Nioué	6 945	—	6 623	—	—	—	13 568
	Samoa	—	(200)	—	—	—	—	-200
	Sénégal	5 609	4 062	—	—	—	—	9 671
	Uruguay	4 932	—	—	—	—	—	4 932
Total partiel, 2007		30 657	3 862	23 347	—	—	—	57 866
2008	Îles Marshall	7 732	10 166	—	—	—	—	17 898
	Îles Cook	3 027	3 027	8 735	—	—	—	14 790
	Kiribati	5 966	—	—	—	—	—	5 966
	Maldives	—	4 300	—	—	—	—	4 300
	Micronésie (États fédérés de)	4 429	—	9 269	—	—	—	13 698
	Nauru	4 182	4 182	—	—	—	—	8 363

Année	Pays	Paragraphe 14 ^a						Total
		a	b	c	d	f	g	
	Nioué	–	–	4 976	–	–	–	4 976
	Palaos	2 311	–	–	–	–	–	2 311
	Samoa	2 675	7 051	–	–	–	–	9 726
	Sénégal	12 354	4 856	–	–	–	–	17 211
	Seychelles	–	7 504	–	4 756	–	–	12 260
	Tonga	2 906	11 130	–	–	–	–	14 036
	Uruguay	6 013	7 486	–	4 019	–	–	17 518
	Total partiel, 2008	51 596	59 702	22 980	8 775	–	–	143 053
2009	Guinée	–	4 544	–	–	–	–	4 544
	Îles Cook	–	5 288	–	–	–	–	5 288
	Îles Marshall	6 449	–	–	–	–	–	6 449
	Kiribati	–	14 885	5 726	–	–	–	20 612
	Micronésie (États fédérés de)	44	–	–	–	–	–	44
	Mozambique	–	4 218	–	–	–	–	4 218
	Namibie	–	3 242	–	–	–	–	3 242
	Nioué	3 804	–	–	–	–	–	3 804
	Samoa	3 968	5 375	–	–	–	–	9 343
	Sénégal	13 334	19 603	–	–	–	–	32 937
	Seychelles	3 583	11 879	–	–	–	–	15 462
	Tonga	12 523	5 454	5 397	–	–	–	23 374
	Tuvalu	16 451	–	–	–	–	–	16 451
	Uruguay	18 213	–	–	–	–	–	18 213
	Total partiel, 2009	78 370	74 488	11 123	–	–	–	163 981
2010	Afrique du Sud	3 436	–	–	–	–	–	3 436
	Fidji	–	4 542	–	–	1 394	–	5 936
	Îles Cook	11 832	–	–	–	–	–	11 832
	Inde	–	3 160	–	–	–	–	3 160
	Kiribati	4 419	–	–	–	3 300	–	7 719
	Mozambique	–	4 999	–	–	–	–	4 999
	Namibie	7 844	–	–	–	–	–	7 844
	Nauru	–	–	–	–	3 759	–	3 759
	Nigéria	13 189	–	–	–	–	–	13 189
	Nioué	17 562	–	–	–	–	–	17 562
	Palaos	3 595	–	–	–	–	–	3 595
	Samoa	8 293	9 140	–	–	–	–	17 432
	Sénégal	17 026	4 065	–	–	–	–	21 091
	Seychelles	4 738	4 835	–	–	–	–	9 573
	Tonga	18 935	–	–	–	–	–	18 935

Année	Pays	Paragraphe 14 ^a						Total
		a	b	c	d	f	g	
	Tuvalu	13 694	–	–	–	–	–	13 694
	Uruguay	6 734	–	–	–	–	–	6 734
Total partiel, 2010		131 297	30 740	–	–	8 453	–	170 490
2011	Afrique du Sud	1 322	–	–	–	–	–	1 322
	Îles Cook	6 849	–	–	–	–	–	6 849
	Micronésie (États fédérés de)	1 497	–	–	–	–	–	1 497
	Namibie	4 443	–	–	–	–	–	4 443
	Samoa	6 498	–	–	–	–	–	6 498
	Sénégal	8 888	–	–	–	–	–	8 888
	Tonga	6 469	5 120	–	–	–	–	11 589
	Tuvalu	8 015	–	–	–	–	–	8 015
	Uruguay	7 958	–	–	–	–	–	7 958
Total partiel, 2011		51 939	5 120	–	–	–	–	57 059
2012	Afrique du Sud	8 147	–	–	–	–	–	8 147
	Guinée	312	–	–	–	–	–	312
	Îles Cook	20 049	8 420	–	–	–	–	28 469
	Kiribati	–	7 679	–	–	–	–	7 679
	Micronésie (États fédérés de)	5 707	–	–	–	–	–	5 707
	Namibie	13 685	–	–	–	–	–	13 685
	Nauru	–	8 639	–	–	–	–	8 639
	Nioué	8 088	–	–	–	–	–	8 088
	Palaos	5 055	6 695	–	–	–	–	11 750
	Samoa	10 954	–	–	–	–	–	10 954
	Sénégal	11 305	–	–	–	–	–	11 305
	Seychelles	7 880	–	–	–	–	–	7 880
	Sri Lanka	8 749	–	–	–	–	–	8 749
	Tonga	25 977	8 657	–	5 166	–	–	39 800
	Tuvalu	10 048	–	–	–	–	–	10 048
	Uruguay	9 452	–	–	–	–	–	9 452
Total partiel, 2012		145 408	40 090	–	5 166	–	–	190 664
2013	Afrique du Sud	349	–	–	–	–	–	349
	Îles Cook	15 560	4 310	–	–	–	–	19 870
	Iran (République islamique d')	–	–	–	–	10 279	–	10 279
	Kiribati	–	6 590	–	–	–	–	6 590
	Maldives	5 969	–	–	–	–	–	5 969
	Micronésie (États fédérés de)	7 015	6 837	–	–	–	–	13 852
	Namibie	1 606	–	–	–	–	–	1 606

Année	Pays	Paragraphe 14 ^a						Total
		a	b	c	d	f	g	
	Nauru	–	5 709	–	–	–	–	5 709
	Nioué	–	6 062	–	–	–	–	6 062
	Samoa	12 726	–	–	–	–	–	12 726
	Sénégal	6 268	1 755	–	–	–	–	8 023
	Sri Lanka	11 040	–	–	–	–	–	11 040
	Tonga	19 808	7 803	–	15 452	–	–	43 063
	Tuvalu	–	8 172	–	–	–	–	8 172
	Uruguay	–	15 049	–	–	–	–	15 049
Total partiel, 2013		80 342	62 286	–	15 452	10 279	–	168 359
2014	Brésil	–	2 747	–	–	–	–	2 747
	Guinée	–	–	–	–	–	4 098	4 098
	Îles Cook	13 817	–	–	–	–	–	13 817
	Kenya	4 104	–	–	–	–	–	4 104
	Mozambique	–	3 728	–	–	–	–	3 728
	Namibie	1 007	–	–	–	–	–	1 007
	Samoa	18 570	–	–	–	–	–	18 570
	Sénégal	8 043	–	–	–	–	–	8 043
	Sri Lanka	8 328	–	–	–	–	–	8 328
	Tonga	28 519	4 115	–	8 562	–	–	41 195
	Tuvalu	25 024	8 073	–	–	–	–	33 098
	Uruguay	–	10 411	–	–	–	–	10 411
Total partiel, 2014		107 413	29 074	–	8 562	–	4 098	149 147
Total		697 443	351 091	57 450	37 955	18 732	4 098	1 166 769

^a Les catégories de dépenses définies à l'article 14 des statuts sont expliquées à l'annexe II.

Annexe IV

**Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord
sur les stocks de poissons de 1995 : dépenses engagées
au titre des protocoles d'accord**

(En dollars des États-Unis)

Protocole d'accord	Paragraphe des Statuts	Dépenses							Total
		2009 ^a	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique – 228536 – Élaboration d'un plan régional d'action en vue de la conservation et de la gestion du requin dans les îles du Pacifique	14 (d)	47 771	–	–	–	–	–	–	47 771
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique – 240142 – Atelier sur le projet d'organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud : sensibilisation aux rôles et aux responsabilités – capacités et participation des membres de l'Agence	14 (c)	32 074	–	–	–	–	–	–	32 074
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique – 229962 – Atelier de formation : troisième atelier de gestion des données relatives au thon	14 (f)	24 205	–	–	–	–	–	–	24 205
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique 232710 – Atelier de formation : stocks de thon et évaluation du risque écologique	14 (f)	49 936	–	–	–	–	–	–	49 936
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique – 246282 – Ateliers sur les données relatives aux stocks de thon (avril 2010) : obligations en matière de signalement à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central – évaluation des stocks régionaux	14 (f)	40 678	–	–	–	–	–	–	40 678
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique – 246338 – Ateliers sur l'évaluation des stocks de thon et l'écosystème et la capture accidentelle des thons (juin 2010) : interprétation et exploitation de l'information	14 (f)	67 521	-25 163	–	–	–	–	–	42 358
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique – 254292 – Atelier sur les mesures du ressort de l'État du port (septembre 2010)	14 (f)	–	54 064	–	–	–	–	–	54 064
Total		262 185	28 901	–	–	–	–	–	291 086

^a Certains montants approuvés en 2009 n'ont été dépensés qu'en 2010.